



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1196

8 juillet 2015

- **La CARICOM réprovoque le mode de traitement des Dominicains d'origine haïtienne en République Dominicaine**
- **Risque de nouveaux cas de malnutrition aiguë sévère, prévient OCHA**
- **Haïti n'est pas à l'abri de nouvelles maladies infectieuses**
- **Un employé technique du Conseil électoral, abattu par balles à Delmas**

>> La CARICOM réprovoque le mode de traitement des Dominicains d'origine haïtienne en République Dominicaine

« Les chefs de gouvernement de la Communauté caribéenne ont exprimé leur horreur et leur indignation quant au traitement des Dominicains d'origine haïtienne et des migrants haïtiens en République Dominicaine ». Telle est la teneur d'un communiqué, émis par la CARICOM à l'issue de la 36e conférence des chefs de gouvernement de la communauté régionale, tenue à Bridgetown (Barbade) du 2 au 4 juillet 2015.

Pour les représentants caribéens, le rapatriement, dit volontaire, enregistré depuis la mi-juin 2015 vers Haïti, est réalisé par la République Dominicaine « dans des conditions non réglementées ». Ces opérations de rapatriement volontaire « résultent de pressions et de menaces de violences, ainsi que de l'absence d'un cadre bilatéral révisé entre Haïti et la République Dominicaine, que cette dernière n'a pas voulu conclure ».

Les chefs de gouvernement caribéens dénoncent également la violation des engagements, pris par les représentants de la République Dominicaine au cours du dialogue de haut niveau entre l'Union européenne et le CARIFORUM, à Bruxelles, le 11 juin 2015. Ils insistent sur « l'importance, pour la République Dominicaine, de conclure avec Haïti, la révision, souvent demandée, du protocole de 1999 sur les rapatriements, de prendre en compte les nouvelles réalités sur le terrain et d'établir un cadre convenu. Un tel mécanisme permettrait de garantir un processus de rapatriement ordonné, prévisible, vérifié, susceptible d'éviter les déportations massives et de prévenir l'expulsion de Dominicains d'origine haïtienne, rendus apatrides par l'arrêt de la Cour constitutionnelle dominicaine de (septembre) 2013 ». Les chefs de gouvernement caribéens « condamnent ce qu'ils perçoivent comme les évidences

d'une grave crise humanitaire dans la région » avec les rapatriements, déportations et expulsions en cours depuis la mi-juin 2015 de la République Dominicaine vers Haïti.

Entre-temps, la séparation des enfants de leurs parents (en République Dominicaine), est constatée depuis la mi-juin 2015, malgré les mises en garde des organismes de défense de droits humains.

Le Groupe d'appui aux réfugiés et rapatriés (GARR) rapporte des cas de rapatriement, en Haïti, d'enfants nés sur le sol dominicain, qui sont expulsés.

Le dernier cas, recensé le 2 juillet 2015, est celui de Nancy Dorméus, âgée de 29 ans et qui a laissé son pays quand elle avait 13 ans. Elle est rentrée avec deux enfants, tous deux nés d'un père dominicain. Ces enfants ne parlent pas le Créole.

Le 3 juillet 2015, au sommet de la CARICOM, le président haïtien, Joseph Michel Martelly, a, pour la première fois, reconnu des déportations violentes vers Haïti, depuis la fin, le 17 juin 2015, du Programme national de régularisation des étrangers (PNRE). Il a dénoncé le comportement des dirigeants dominicains, qui semblent n'avoir pas tenu promesse, quant à une déportation respectueuse des droits humains. Le souhait des autorités haïtiennes est de négocier, avec les autorités dominicaines, l'utilisation de deux points officiels, Malpasse/Malpasso (Ouest) et Ouanaminthe/Dajabon (Nord-Est) pour le processus de rapatriement des migrants haïtiens sans papiers.

Plus de 18 mille personnes sont déjà rentrées en Haïti depuis la fin du PNRE dominicain, selon les chiffres officiels.

>> Risque de nouveaux cas de malnutrition aiguë sévère, prévient OCHA

Une augmentation du nombre de cas de malnutrition aiguë sévère et de maladies d'origine hydrique devrait résulter de la détérioration de la situation de sécurité alimentaire, qui risque de prévaloir jusqu'à la fin 2015,

avertit le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

Près de 4 millions de personnes sont actuellement en insécurité alimentaire en Haïti. Au mois de mai 2015,

l'effet négatif de la sécheresse sur la disponibilité de l'eau et des produits alimentaires locaux a été souligné par la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) et des partenaires du Groupe technique sécurité alimentaire et nutrition (GTSAN). La sécheresse affecte principalement le Sud-Est, le Nord-Ouest, le Haut Artibonite, le Centre et le Nord-Est d'Haïti.

Près de 200,000 ménages sont affectés par cette situation dramatique dans les 10 départements du pays. Face à la sécheresse, il faut des interventions urgentes pour venir en appui aux populations affectées, encouragent les acteurs humanitaires. Ayant toujours constitué une stratégie pour les ménages en période de

stress, la migration saisonnière en République Dominicaine devient de plus en plus difficile en raison des problèmes sur la frontière. Avec la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain, les prix des produits importés semblent également amorcer une tendance à la hausse au début de juin 2015. Dans les marchés publics d'approvisionnement, l'on trouve essentiellement des produits importés.

Le processus de détérioration des conditions de vie en Haïti, une préoccupation chez de nombreux secteurs, a poussé des organisations sociales, étudiantes et syndicales à gagner les rues de Port-au-Prince, le 3 juillet 2015, pour protester contre la faim.

» Haïti n'est pas à l'abri de nouvelles maladies infectieuses

Haïti n'est pas à l'abri de nouvelles maladies infectieuses. Le pays continue d'être en alerte par rapport à la menace qu'elles représentent, fait savoir le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP).

Avec le changement climatique, Haïti connaît, depuis un certain nombre d'années, l'apparition de certaines maladies émergentes, virales. « Haïti se trouve face à une autre menace, du nom de Zika, pas trop bien connue actuellement, qui se retrouve au Brésil », prévient le Directeur général du MSPP, Dr. Georges Dubuche. Le virus Zika est un arbovirus (virus transmis par les arthropodes) de la famille des Flaviviridae (comme la dengue), qui porte le nom d'une forêt proche de Kampala en Ouganda. La transmission est essentiellement vectorielle par des moustiques du genre

Aedes. « Ils ont retrouvé quelques cas au Brésil. Des rumeurs faisaient croire qu'il y avait trois cas confirmés en République Dominicaine, mais ce n'est pas vrai... Il faut commencer à se préparer en conséquence », souligne Dubuche, précisant que la maladie n'est pas encore arrivée dans les Caraïbes.

Par ailleurs, le MSPP a un rôle très important dans la réponse humanitaire au flux de rapatriements de migrants et apatrides de la République Dominicaine, pour détecter tout risque sanitaire. Récemment, il y avait des risques d'épidémie de rougeole et de diphtéries. Des cas de cette dernière maladie ont été retrouvés dans la zone de Ganthier, avant la fermeture des classes. Après la découverte de trois enfants atteints, 4800 adultes ont été vaccinés dans la zone, indique Dubuche.

» Un employé technique du Conseil électoral, abattu par balles à Delmas

Wilkenson Bazile, employé technique du Conseil électoral provisoire (CEP) a été tué par balles, le 5 juillet 2015, à Delmas. Bazile a été abattu, alors qu'il se rendait à un supermarché à Delmas en compagnie de deux enfants. Il s'occupait des activités techniques et logistiques au cabinet d'un membre du CEP, Jaccéus Joseph, dont il est le cousin. « Nous n'avons aucune interprétation sur ce qui s'est passé. Nous laissons la justice et la police faire leur travail et nous attendons les premiers éléments de l'enquête pour avoir de plus amples informations », réagit Frantz Bernadin, porte-parole de l'institution électorale.

De son côté, Jaccéus Joseph se dit lui-même ciblé. Il subit sans arrêt des menaces, dont certaines par textos, fait-il savoir à AlterPresse. Récemment, le conseiller électoral Me Néhémie Joseph a dénoncé des manœuvres qu'aurait entreprises le Collectif des candidats exclus de la course électorale en vue de

l'assassiner ainsi que d'autres conseillers électoraux, dont Jaccéus Joseph. Un complot serait également monté par ce Collectif pour faire avorter le processus électoral, a affirmé Joseph, indiquant avoir reçu des appels téléphoniques anonymes. Pointé du doigt, Jonas Coffy, membre du Collectif, a rejeté cette accusation, tout en qualifiant le conseiller en question de corrompu. Il avance que Néhémie Joseph lui aurait demandé de l'argent en échange de la réintégration des candidats exclus. Le 4 juillet 2015, le citoyen Claude Delatour a également été tué par balles par des hommes armés, à Pétionville.

La semaine dernière, la commission épiscopale Justice et paix (Jilap) de l'église catholique romaine s'est dit préoccupée par les violences sévissant dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, notamment dans les quartiers populaires.

A lire également :

- Au sommet de la Caricom, Martelly dénonce des « déportations souvent violentes » (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18444>);
- Histoire : Diverses activités pour commémorer les 100 années de l'occupation américaine (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18454>);
- Des jeunes de Cité Soleil encouragent des actions communautaires positives pour contrer la violence (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18451>);
- Football/ Gold Cup : Après un nul honorable contre Panama, Haïti doit engranger des points face aux États-Unis et au Honduras (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18461>).